

Les subsides

● (1620)

M. Miller: Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire n'est pas sans savoir que les députés de l'opposition officielle et les néo-démocrates sont les seuls à représenter les pêcheurs de la Colombie-Britannique. Il sait également que nous essayons depuis quelque temps déjà de participer davantage à la prise de décisions. Son gouvernement utilise les deniers publics pour effectuer des études et rédiger des rapports à l'intention du ministre et de son conseil consultatif. Voudrait-il bien transmettre ces documents aux députés de l'opposition, afin que nous disposions des mêmes renseignements que lui et que son secrétaire parlementaire quand nous tentons de trouver une solution aux problèmes qui se posent dans le secteur de la pêche.

M. Tobin: Tout à l'heure, monsieur le Président, en réponse à une question du même député, le ministre on déclaré qu'il verrait, de concert avec les membres de son conseil, qui examinent aujourd'hui un certain nombre de propositions, s'il convient de transmettre ces documents aux députés de l'opposition. Je m'engage à faire de même dans la mesure du possible.

L'hon. Ron Huntington (Capilano): Monsieur le Président, je voudrais féliciter mon collègue, le député de Vancouver-Sud (M. Fraser), notre porte-parole officiel en matière de pêches sur la côte ouest. Selon moi, il a accompli de l'excellent travail et il a bien servi non seulement son parti et son caucus, mais également tout le pays. Je le félicite de ses interventions et des efforts qu'il a déployés à cet égard.

Je voudrais profiter de l'occasion pour signaler quelques-uns de mes sujets de préoccupation. Le secrétaire parlementaire d'un ton plutôt bruyant, et j'oserais même dire malveillant, nous a pris à partie dans le but de montrer à quel point, paraît-il, nous manquons d'idées. J'ai donc été très heureux lorsque mon collègue de Vancouver-Sud l'a interrogé, car il est devenu évident alors que le gouvernement ne tient aucun compte des propositions constructives qui sont faites à la Chambre.

Je siège, monsieur le Président, dans une assemblée qui, selon 65 p. 100 des Canadiens, n'est plus représentative. Nous pouvons parler, mais il nous est extrêmement difficile d'écouter, d'analyser et de nous lancer dans des débats constructifs. Cette question est extrêmement importante pour ceux d'entre nous qui viennent des régions côtières de la Colombie-Britannique. En fait, cela revêt de l'importance pour tous les Canadiens et non pas simplement pour nous. Je suis très heureuse d'apprendre que le ministre et son secrétaire parlementaire sont au courant de l'excellent mémoire qui a été présenté au sujet des débouchés économiques qu'offre la pêche sportive sur la côte, car elle revêt beaucoup d'importance en Colombie-Britannique. En effet, elle a de nombreuses retombées pour le secteur de la construction navale, les quais de radoub, les fabricants d'attirail de pêche, le secteur de la vente au détail en général, les restaurants-refuges et les guides. La pêche sportive est un secteur important si nous voulons créer des emplois et maintenir un niveau de vie dont nous puissions être fiers.

Dans la question que j'ai posée précédemment, monsieur le Président, j'ai signalé au ministre que les dernières prévisions montrent que son ministère a maintenant un budget de

632.565 millions de dollars. Quelque 15 à 16 millions sont prévus pour quatre projets de mise en valeur des salmonidés. Avant d'en arriver là, monsieur le Président, je voudrais en revenir à une réunion qu'a tenu le comité des pêches et des forêts en 1977. J'ai des photocopies des articles de la loi que nous examinions lorsque les fonctionnaires de la Colombie-Britannique sont venus à Ottawa, du point de vue de la pêche de la côte ouest. Avant cette époque, au cours de mes voyages le long de la côte, j'avais réuni une collection de témoignages alléguant que nous négligions de protéger l'espèce. Il y a des régions de Colombie-Britannique où l'on pouvait prendre du hareng à la dondinette pour appâter ou pour faire une bonne friture et se régaler. Ces régions ont été complètement vidées de hareng. Quand le hareng disparaît du golfe de Georgie, le saumon qui pénètre dans le golfe pour remonter sur ses frayères perd une grande partie de la nourriture qui fait de lui un bon gros poisson pour les pêcheurs à la senne des rivières de cette région. Des pêcheurs se sont plaints que dans des régions où l'on avait l'habitude de pouvoir pêcher la lotte, l'on n'en trouve plus. Les lottes qui ne trouvaient plus de hareng à manger dans la région étaient tellement affamées qu'elles ont dû dévorer leurs petits. Un grand nombre des habitants du littoral, dont je suis, qui connaissent bien et aiment leur région, souhaitent vivement que les espèces de poisson soient mieux protégées et ce secteur mieux géré.

Vous ne le savez peut-être pas, monsieur le Président, mais lorsque je suis entré à l'université, j'avais l'habitude de pêcher à la senne sur le Fraser. Je pêchais le long de la côte au nord et au sud. J'aime beaucoup faire du bateau et je connais la côte d'un bout à l'autre. Je passe l'été mon bateau amarré aux bateaux de patrouille de pêche, parfois ce sont eux qui s'amarent au mien. Donc, je connais intimement et aime non seulement la côte, mais la pêche, et les pêcheurs, et suis sensibilisé à leurs problèmes. Il est certain qu'il y a trop de matériel de pêche sur notre côte ouest. Nous entendons constamment parler de ce ministère fédéral, de ces 632.565 millions dont il dispose pour gérer nos ressources sur la côte ouest parce que les stocks s'épuisent au taux annuel composé de 1.5 p. 100. L'ennui, monsieur le Président, c'est qu'ils ont trop d'argent dans ce ministère. On entend parler des programmes pour les jeunes et des centaines de millions de dollars affectés aux programmes de création de travail temporaire, pour permettre aux jeunes de tenir le coup en cette tragique période de chômage. Moi, monsieur le Président, j'ai connu cela pendant les années trente. Nous avons trouvé du travail. Nous avons trouvé des moyens de survivre. Nous nous sommes débrouillés pour nous instruire. Nous ne comptons pas sur la générosité de quiconque. Nous avons travaillé de nos mains et nous avons peiné durement à des emplois de subalternes. C'est ce que bon nombre d'entre nous avons fait. C'est ce qui a édifié le Canada. Nous avons maintenant un ministère qui se sent tellement riche avec ses quelque 640 millions de dollars qu'il constate maintenant qu'il ne peut plus gérer les ressources dont il est chargé et, comme le ministère du Revenu national, il a décidé de sévir et tout à coup de gérer avec une main de fer.